



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 137 – 4^{ème} trimestre 2008

**Synthèse
de la conjoncture
en Guadeloupe**

Synthèse

1 - Conjoncture internationale et nationale du 4^e trimestre 2008

Décrochage de l'activité dans un contexte de récession mondiale

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2008, le ralentissement de l'activité économique s'est accentué dans l'ensemble des régions du monde. L'incidence négative de la crise financière sur l'économie réelle, prolongée par les ajustements à la baisse de la demande interne, a été amplifiée par une contraction du commerce international particulièrement significative en fin d'année. Le resserrement du crédit, initialement lié à un effet d'offre (crise de liquidités), a été renforcé par une contraction de la demande, compte tenu de la forte propension des agents économiques à diminuer leur dette plutôt qu'à investir (« deleveraging »).

Parallèlement, l'atténuation des tensions inflationnistes, observée depuis l'été 2008, s'est poursuivie sous l'effet de la baisse des cours des matières premières, en particulier du pétrole¹, mais également de l'atonie du marché du travail et de la faiblesse de la demande mondiale. Dans ce contexte, l'ensemble des Banques centrales ont procédé à de nouvelles baisses de leurs taux directeurs afin d'éviter que des taux réels positifs ne viennent dégrader plus encore la conjoncture.

Enfin, les politiques budgétaires ont également été mobilisées, avec l'adoption de mesures visant à contrecarrer les effets de la crise économique.

Après avoir affiché une certaine résistance en début d'année, les **Etats-Unis** ont enregistré une nouvelle contraction de leur PIB d'une ampleur plus importante qu'au troisième trimestre (-1 % contre -0,1 % en rythme trimestriel²). La poursuite du repli de la demande intérieure, qui a amputé la croissance trimestrielle de 1,3 point, n'a plus été compensée par les exportations nettes. Seules les variations de stocks ont limité le recul du PIB, en contribuant pour 0,3 point de pourcentage à la croissance économique. La reconstitution des stocks à ce moment du cycle laisse penser que les entreprises n'avaient alors pas prévu une telle baisse de la demande. S'agissant de la production, le ralentissement initialement observé dans les secteurs immobilier et financier s'est diffusé à l'ensemble des secteurs. Le marché du travail a été particulièrement impacté avec un accroissement significatif du taux de chômage qui passe de 4,9 % en début d'année à 7,2 % à décembre. Par ailleurs, le déficit commercial américain s'est amélioré en raison de la chute de la consommation et du net recul des cours du pétrole. Mais la baisse de la demande étrangère et l'appréciation du dollar, quelque erratique qu'elle ait été, ont entraîné un recul marqué des exportations.

En ce qui concerne l'évolution des prix, sous l'effet du recul rapide des coûts de l'énergie, la hausse annuelle de l'IPC a ralenti pour s'établir seulement à 0,1 % en décembre 2008, contre 3,8 % en moyenne sur l'année. La Réserve Fédérale a abaissé son taux objectif à un niveau historiquement bas dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au total, la croissance a été ramenée à 1,3 % pour l'ensemble de 2008, après 2,0 % en 2007.

Le **Japon**, dont l'économie est fortement dépendante de ses exportations, a été particulièrement affecté par la contraction de la demande extérieure. L'économie japonaise a ainsi connu un repli de 3,3 % de son PIB au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent³, ce qui représente trois fois le chiffre enregistré aux Etats-Unis. La chute des exportations a été le principal facteur de ce recul, amputant le PIB de 3 points sur le trimestre. Le corollaire de cette contraction a été une chute très forte de la production industrielle. En outre, en dépit d'une évolution des prix particulièrement modérée⁴, la consommation privée s'est elle aussi contractée sous l'effet d'une détérioration du marché du travail. La Banque du Japon a ramené en décembre 2008 son taux objectif proche de zéro (0,1 %), notamment pour contenir l'appréciation du yen. Enfin, deux plans de relance ont été lancés en fin d'année dans un contexte où les finances publiques japonaises connaissent un taux d'endettement particulièrement élevé (la dette publique représentait environ 1,8 fois le PIB en fin d'année).

¹ L'indice des prix agrégés des matières premières de l'OCDE a diminué d'environ 7 % sur l'année 2008. Quant au pétrole, après avoir atteint le pic de 147 dollars le baril en juillet, les cours du Brent se sont effondrés, terminant l'année à 40,05 dollars sur le marché de Londres tandis que le WTI finissait à 38,75 dollars à New York, soit une chute vertigineuse de plus de 70 % de leur valeur.

² Les chiffres publiés par le Bureau of Economic Analysis sont exprimés en glissement annualisé, soit -3,8 % au quatrième trimestre, contre -0,5 % au troisième trimestre.

³ Soit une chute de 12,7 % en rythme annuel et la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974.

⁴ Hors produits alimentaires et énergie, la hausse annuelle de l'IPC est demeurée à 0,0 % en décembre.

Conjoncture économique

Le **Royaume-Uni** entre en récession avec, pour le deuxième trimestre consécutif, une baisse du PIB (-1,5 % après -0,6 % au troisième trimestre), sous l'effet d'une contraction de la demande intérieure. La correction du secteur immobilier s'est poursuivie avec une baisse des prix des logements de 16,2 % en glissement annuel en décembre¹. La Banque d'Angleterre a abaissé début janvier 2009 son taux directeur de 50 points de base à 1,5 %.

La **zone euro** a enregistré un repli historique de son PIB de 1,5 % au cours du quatrième trimestre (la plus forte baisse depuis la création de l'UEM), après deux trimestres successifs de contraction de 0,2 %. Ce fort recul a été principalement lié au décrochage du PIB de la première puissance économique de la zone. L'Allemagne a en effet enregistré un repli de 2,1 %² sous l'effet du net ralentissement de l'industrie manufacturière et des exportations. L'inflation a été contenue à des niveaux relativement bas (1,6 % en décembre 2008, contre 3,1 % un an auparavant) et le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8 % en décembre, contre 7,2 % un an auparavant). Enfin, compte tenu de l'évolution des prix, la BCE a procédé à trois baisses successives de ses taux directeurs durant le dernier trimestre, ramenant le taux de refinancement à 2,5 % en décembre.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance de la zone euro est restée cependant positive (à 0,7 % contre 2,7 % en 2007) grâce aux résultats satisfaisants du début d'année.

En **France**, le décrochage de l'activité s'est également produit au cours du quatrième trimestre 2008 (-1,2 % en volume³), alors que l'activité économique avait relativement bien résisté au troisième trimestre (+0,1 %). Cette forte baisse a été en grande partie le résultat d'un déstockage massif des entreprises (qui explique les trois-quarts de cette contraction), signe d'un certain attentisme face à une conjoncture incertaine, et d'une contribution négative du commerce extérieur. Par ailleurs, l'ensemble de l'activité industrielle a connu une très forte correction avec un repli de 8,6 %, et de 32,5 % pour l'industrie automobile (en glissement trimestriel). Les dépenses de consommation des ménages ont bien résisté en cette fin d'année, avec une augmentation de 0,5 %, soit la croissance trimestrielle la plus élevée de l'année 2008. Mais la dégradation du marché du travail, avec des destructions d'emplois de plus en plus importantes sur les trois derniers trimestres de 2008⁴, ne présage pas du maintien du niveau de consommation des ménages. Par ailleurs, les indices des prix ont poursuivi leur diminution, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, et le taux d'inflation sur un an en décembre s'est établi à 1 %⁵ contre 2,8 % en moyenne sur l'année.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB en France a augmenté de 0,7%, en net ralentissement après +2,1 % en 2007.

Enfin, les **économies émergentes** ont connu à leur tour un ralentissement de leur activité beaucoup plus marqué à la fin de l'année 2008, sans commune mesure toutefois avec l'ampleur du décrochage de l'activité observé dans les pays développés. L'activité a continué à ralentir sous l'effet du recul sévère de la demande extérieure, qui a affecté particulièrement les exportations et la production industrielle. En Chine, le PIB a progressé de seulement 1,65 % au dernier trimestre (contre 2,17 % au trimestre précédent⁶). Sur l'année 2008, la croissance chinoise a été de 9 %, alors qu'elle était de 13 % en 2007, son plus fort taux depuis 1993. La production industrielle a continué à diminuer en Amérique latine, sauf en Argentine. S'agissant de l'évolution des prix, on observe une persistance de tensions inflationnistes en Amérique latine, tandis que dans la plupart des pays émergents d'Asie, l'inflation est restée modérée.

¹ Indice Halifax.

² Soit la plus forte contraction enregistrée depuis la réunification en 1990. Alors que l'Allemagne avait particulièrement bien résisté aux effets de la crise en début d'année, affichant un taux croissance parmi les plus élevés des économies développées, elle est entrée en récession dès le second trimestre, avec trois trimestres consécutifs de repli de l'activité.

³ Soit la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974 (-1,6 % au quatrième trimestre).

⁴ Succédant à une hausse continue des créations d'emplois dans le secteur marchand depuis 2004, les trois derniers trimestres de l'année 2008 ont enregistré environ 163 000 pertes d'emplois cumulées (27 000 au T2, puis 46 800 au T3, et 88 700 au T4).

⁵ L'indicateur d'inflation sous-jacente a augmenté quant à lui de seulement 0,1%.

⁶ Les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques sont exprimés en glissement annualisé, soit 6,8 % au quatrième trimestre, contre 9 % au troisième trimestre.

2 – Premier bilan annuel de la conjoncture en Guadeloupe

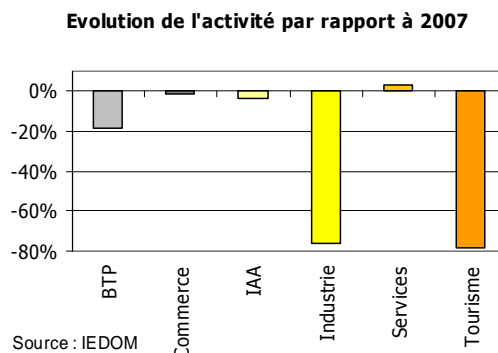
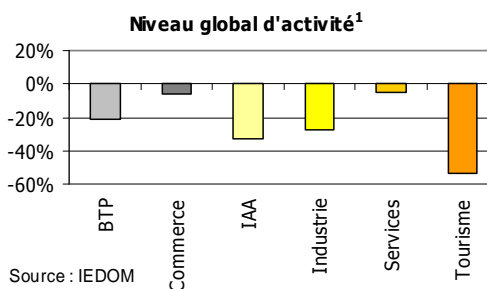
L'IEDOM Guadeloupe tient à remercier les entreprises qui ont pu collaborer en répondant à l'enquête de conjoncture, qui en dépit des difficultés actuelles, ont apporté un éclairage sur la conjoncture de leur secteur.

Après la reprise de l'activité observée depuis le second semestre 2006, l'année 2008 est marquée par un retournement de tendance illustrée par une dégradation progressive de la conjoncture économique dans le département.

Les tensions inflationnistes relevées dans les services, l'alimentation et les produits pétroliers, ont amputé le pouvoir d'achat des agents économiques et ont pesé sur une demande déjà en retrait. Dans un contexte moins favorable sur le marché du travail, la vulnérabilité des ménages et des entreprises s'est fortement accrue, comme en témoigne la tendance générale à la hausse du nombre de confiscations de cartes bancaires, d'interdits bancaires ou d'incidents de paiement sur effet.

Ces constats pessimistes sont corroborés par les résultats issus de l'enquête de conjoncture, qui se sont dégradés au cours de l'année². L'activité sectorielle a notamment été influencée au 4^{ème} trimestre 2008 par la grève des transporteurs en décembre, résultant de revendications sur l'abaissement des prix des produits pétroliers³ compte tenu de la baisse du cours du baril de Brent.

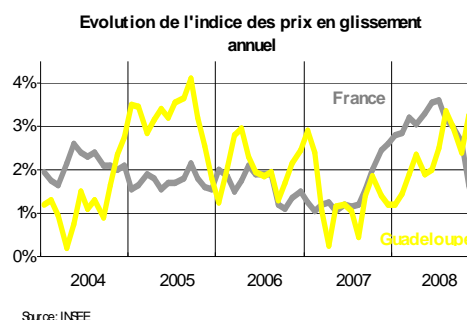
Cependant, impactés par le mouvement social qui paralyse depuis fin janvier 2009 les différents secteurs de l'économie guadeloupéenne, les soldes d'opinion de certaines activités pour le dernier trimestre de l'année sont à interpréter avec prudence compte tenu des moindres taux de réponse obtenus⁴. Toutefois, nous pouvons constater en tendance générale sur l'année que les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la construction ont enregistré des niveaux d'activité bien en deçà de ceux relevés en 2007. Le secteur des services aux entreprises, qui conservait juste à présent un solde d'opinion relativement favorable comme en métropole, semble à son tour manifester des difficultés en fin d'année.



2.1 – Indicateurs macroéconomiques

Prix

Rétrospectivement, l'année 2008 a été caractérisée par un phénomène d'accélération discontinue du coût de la vie, qui s'est estompée au 4^{ème} trimestre à la suite de l'abaissement des prix des produits pétroliers. L'indice des prix atteint ainsi à fin décembre une progression plus modeste (+1,6 % sur un an), après avoir atteint un pic de 3,4 % en août, plus haut niveau depuis trois ans.



¹ Ces deux graphiques correspondent aux soldes d'opinions relatifs au niveau d'activité des entreprises interrogées pour l'année 2008 de façon globale (dans l'absolu), puis de manière relative par rapport à 2007.

² L'indicateur du climat des affaires (cf section méthodologique de l'enquête de conjoncture) a affiché une baisse continue depuis le début de l'année, se situant en septembre nettement en-dessous de la moyenne de longue période depuis fin 1997.

³ En 2008, le prix du gazole révisé par arrêté préfectoral, est passé dans le département de 1,21 € en janvier (avec un point haut en juillet à 1,33 €), à 1,19 € au 1^{er} décembre puis 0,99 € dès le 15 décembre, suite à l'accord obtenu après le mouvement social. Le prix du super a évolué sur ces mêmes dates de 1,42 € (point haut à 1,53 €) à 1,36 € puis 1,16 €. Enfin, le prix de la bouteille de gaz domestique est passé de 21,16 € (point haut à 23,1 € en septembre) à 19,6 €, puis 17 €.

⁴ Le taux de réponse arrêté au 27 février 2009 a totalisé 57,3 % des chefs d'entreprise interrogés.

Conjoncture économique

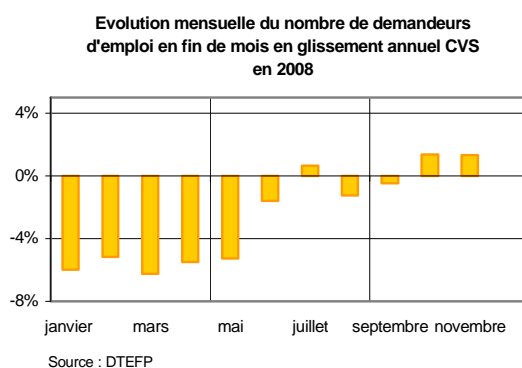
En moyenne sur l'année, le taux d'inflation atteint 2,2 % (contre +2,1 % en 2006 et + 1,4 % en 2007) ; cette accélération s'explique principalement par l'augmentation des prix des services (+ 2,5 %) et de l'alimentation (+ 4,1 %), qui contribuent pour 4/5^{ème} à la progression générale des prix.

Les prix de l'énergie n'occupent que la 3^{ème} place en matière de contribution à la hausse du niveau général des prix. Impactés par les évolutions du cours du baril du Brent, les prix des produits pétroliers, principal poste de l'énergie, enregistrent une hausse moyenne de 4,4 % par rapport à 2007. Cette moyenne lisse les fortes variations de prix relevées durant l'année : +10,4 % sur un an en août et septembre, contre -11,4 % en décembre.

La progression de l'inflation reste cependant en Guadeloupe en deçà des taux atteints dans les autres départements pour l'année 2008 : +3,5 % en moyenne pour la Guyane, +3 % à la Réunion et +2,8 % à la Martinique.

Emploi

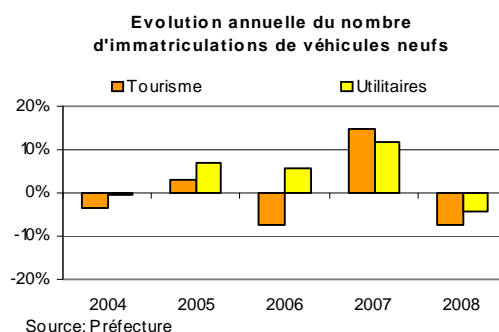
La situation du marché du travail s'est progressivement dégradée pendant l'année 2008, alors que 2007 avait marqué une amélioration après deux années avec des niveaux de chômage particulièrement élevés¹. Entre janvier et novembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie 1 a progressé de 0,2 % en moyenne², contre un recul de 0,6 % en 2007. La DTEFP enregistre 41 980 demandeurs de catégorie 1 en novembre 2008, soit + 1,3 % en glissement annuel. Cette hausse est essentiellement expliquée par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (+12,8 % sur un an) et de moins de 25 ans (+2,8 % sur un an). L'évolution du nombre d'offres d'emploi en fin de mois corrobore cette tendance à la dégradation du marché du travail en enregistrant une baisse de 11,7 % par rapport à novembre 2007.



Depuis fin 2005, le nombre d'allocataires du RMI recule en Guadeloupe, avec une baisse plus prononcée au dernier trimestre 2008 (- 8,2 % en glissement annuel à fin décembre). Ce phénomène peut être mis en relation avec la hausse du nombre de contrats d'accompagnement dans l'emploi (+12 % par rapport à 2007) et avec l'augmentation de la part de ces contrats signés par les bénéficiaires du RMI (+3 points entre 2008 et 2007).

Consommation des ménages

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont globalement orientés à la baisse depuis le début de l'année, affectés notamment par la progression des prix dans l'alimentation de 5 % en moyenne sur les 3 derniers mois comparativement à 2007 (et de 2,5 % pour les produits frais). Contrairement à l'hexagone où la décélération de l'inflation intervenue dès le mois de juillet³ a été prise en compte par les agents à partir de septembre (soutenant ainsi le niveau de consommation en France), la hausse des prix ne s'est atténuée en Guadeloupe qu'en décembre, sans impact instantané sur le pouvoir d'achat des ménages en 2008⁴.



¹ Le taux de chômage au sens du BIT en juin 2005, juin 2006 et juin 2007 s'élevait respectivement à 26,0 %, 27,3 % et 22,7 % (enquête emploi INSEE).

² Données CVS.

³ La France a enregistré en juillet un pic d'inflation à 3,6 % en glissement annuel, avant de redescendre à 1 % en décembre 2008.

⁴ Si l'inflation basse perdue en 2009, les ménages modestes en Guadeloupe qui ont été fortement pénalisés par la hausse des prix en 2008, pourraient bénéficier en 2009 de l'effet positif de cette faible inflation et de l'indexation d'un certain nombre de prestations sociales basées sur les prix élevés de 2008. Cependant, ces effets positifs pourraient être contre balancés par les conséquences négatives en cas d'augmentation du chômage sur l'évolution des revenus.

Conjoncture économique

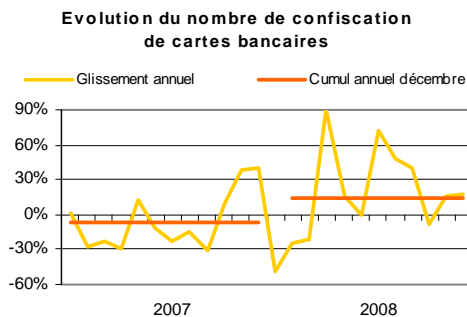
Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement ménager enregistrent des variations respectives de - 2,6 % et + 2,2 % en valeur et de -11,1 % et +2,4 % en volume (en données cumulées à novembre 2008).

Face à un marché de l'automobile en perte de vitesse au regard du nombre d'immatriculations recensées¹ et aux tensions persistantes sur le pouvoir d'achat, le recours aux crédits à la consommation s'est légèrement resserré en septembre (+4,9 % en glissement annuel contre +5,7 % en moyenne sur 3 ans).

La consommation d'électricité reste pour sa part relativement stable sur un an (- 0,7 %), avec respectivement -0,1 % pour la consommation basse tension et -1,8 % pour la consommation moyenne tension.

Parallèlement, on constate un accroissement significatif de la vulnérabilité des ménages, à travers les progressions du nombre de retraits (confiscation) de cartes bancaires (+ 13,8 % sur un an) et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+2,6 %). En revanche, le nombre de dossiers reçus à la commission de surendettement recule de 3,3 % par rapport à 2007, malgré la forte accélération relevée en fin d'année (+63 % entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre).

Les données relatives aux versements et prélèvements de billets opérés auprès de l'IEDOM laissent envisager un comportement d'encaisses de précaution adopté par les ménages guadeloupéens, perceptible en fin d'année², dans un contexte de crise financière perçue de façon plus aiguë par les agents économiques. En effet, l'émission nette cumulée de billets enregistre une progression en glissement annuel de 16,9 % en volume (et de 17,1 % en valeur), marquée par une accélération de l'émission nette au 4^{ème} trimestre (+69 % sur un an), résultant d'une baisse accentuée du nombre de billets reçus par l'IEDOM, en particulier pour les coupures de 20 et 500 €.



Source : IEDOM

Investissement des entreprises

Depuis le 2^{ème} semestre 2007, les intentions d'investissement apparaissent en berne compte tenu de l'environnement économique peu favorable. Cependant, le rythme de croissance en glissement annuel de l'encours des crédits d'investissement reste à un niveau soutenu malgré un léger tassement en septembre (+13,3 % contre 15,1 % en moyenne sur 3 ans)³ ; les encours distribués par les établissements locaux sont quant à eux en forte accélération (18 % en 2008 après 13 % en 2007).

Au cours de l'année, un comportement attentiste de la part des entreprises a pu être observé face aux incertitudes liées aux dispositions fiscales du projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM).

En parallèle, les autres indicateurs, tels que le nombre total d'attestations du Consuel⁴ concernant les locaux commerciaux et industriels ou les immatriculations de véhicules utilitaires, enregistrent des hausses respectives de 5,9 % et 2 % sur un an (contre 9,7 % et 7,1 % entre 2006 et 2007).

Dans un contexte conjoncturel moins favorable, la vulnérabilité des entreprises s'est fortement dégradée sur l'année : +24,1 % d'incidents de paiement sur effet, +42,8 % de radiations d'entreprises et +8,8 % de personnes morales en situation d'interdit bancaire. Ainsi, sous l'effet d'une accentuation de leurs difficultés de trésorerie, les entreprises ont accru significativement leurs recours aux crédits d'exploitation (+11,2 %, dont + 18 % sur les comptes ordinaires débiteurs).

Afin de pallier les impacts de la crise financière et soutenir le financement des entreprises, une commission de médiation du crédit a été mise en place dans le département dès le 14 novembre 2008, conformément à la circulaire du 22 octobre 2008. Composée notamment du préfet de la Guadeloupe, du trésorier payeur général, et du directeur de l'IEDOM, elle se réunit tous les mois afin de veiller au bon fonctionnement des dispositifs mis en

¹ Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs, recensé par les services de la Préfecture, enregistre une baisse annuelle de 7,6 % par rapport à 2007.

² Ce comportement viendrait se juxtaposer au phénomène d'utilisation des paiements par carte bancaire à la place de la monnaie fiduciaire.

³ Source : données BAFI.

⁴ Attestations délivrées lors de l'achèvement des constructions.

Conjoncture économique

place et de dresser un état de la situation économique locale. Par ailleurs, le plan de soutien au financement des PME d'outre-mer vise à permettre une consolidation des prêts à court terme consentis à ces dernières, notamment à travers les augmentations des ressources de cofinancement d'Oséo et du volume des garanties d'emprunt.

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE : les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés.

L'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en oeuvre un dispositif de médiation du crédit.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il concerne les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oseo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM. Pour toute information complémentaire : mediation.credit.971@iedom-guadeloupe.fr.

2.2 – Bâtiments et travaux publics/Industries

Contrastant avec les résultats obtenus en 2007, le dynamisme du secteur s'est tassé tout au long de l'année, enregistrant un alourdissement des charges puis un allègement des effectifs associé au ralentissement dans le démarrage des nouveaux chantiers (en particulier pour la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre). Confirmant les prévisions des professionnels au trimestre dernier, l'activité du secteur de la construction est restée en retrait au 4^{ème} trimestre.

L'année a été marquée par la flambée des cours mondiaux des matières premières au 1^{er} semestre (aluminium et cuivre) et la grève des transporteurs de granulats qui a engendré des perturbations dans le processus de distribution du ciment. Les statistiques relatives à la consommation de ciment s'inscrivent en fort repli sur l'année (-9,3 % en 2008, avec -1,4 % à décembre, en variation trimestrielle), après une progression marquée depuis fin 2006.

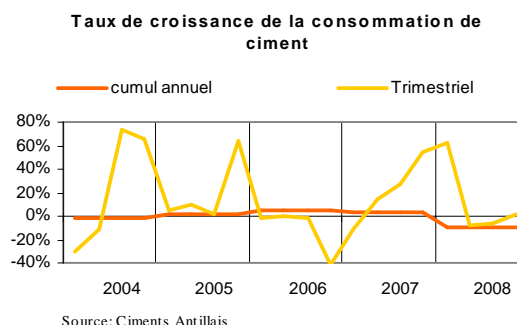
Les attestations délivrées par le Consuel pour les logements confirment cette tendance avec un recul de 3 % (contre une hausse de 6,6 % entre 2006 et 2007). Les encours de crédits contractés par le secteur en décembre ont augmenté de 9,2 % sur un an, atteignant 231 millions d'euros (contre +40,7 % l'année précédente), enregistrant une progression moindre du hors bilan (+11,5 %) et des encours à moyen et long terme (+14 %).

Malgré des prévisions d'activité plus optimistes dévoilées par l'annonce du plan régional de relance de l'économie guadeloupéenne, avec la mise en place d'investissements conséquents en matière de bâtiments publics et de logements, les chefs d'entreprise envisagent une poursuite du climat morose dans leur secteur pour le 1^{er} trimestre 2009, accompagnée d'une forte réduction des effectifs.

Les professionnels du secteur des industries, dont l'activité est étroitement liée à celle du BTP, ont de même enregistré une diminution de leur volume d'affaires et demeurent prudents quant à son évolution pour 2009.

2.3 – Industries agroalimentaires

Sur l'année, l'industrie agroalimentaire enregistre une activité globalement en baisse. On peut observer, d'une part, des résultats moindres pour la campagne sucrière au 2^{ème} trimestre (-21 % de sucre) et, d'autre part, une baisse du rythme de croissance des productions de farines et d'aliments de bétail en terme de tonnage par rapport à 2007 (+5,2 % et +6,7 % sur l'année par rapport à 2007 contre 13,4 % et 10,4 % l'année précédente).

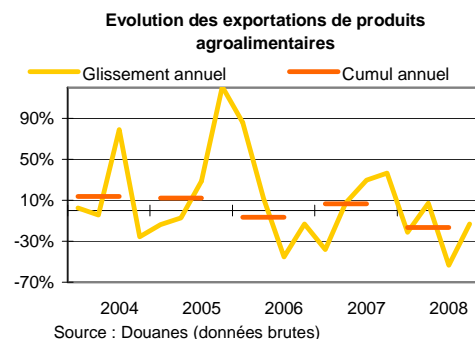


Conjoncture économique

Les industries rhumières, à la suite de l'obtention du contingent additionnel fin 2007, ont augmenté leurs exportations de 30 % par rapport à 2007 pour le rhum agricole et de 7,5 % pour le rhum industriel.

Malgré un tassement enregistré au 4^{ème} trimestre, les exportations de bananes ont augmenté de 17,6 % par rapport à 2007, année enregistrant le plus faible niveau d'exportation depuis plus de 10 ans suite au passage du cyclone Dean en août 2007. Le volume d'exportations, atteignant 44 570 tonnes en 2008, a retrouvé son niveau de 2006 (44 520 tonnes).

Les exportations de produits agroalimentaires, impactées par les moindres résultats de la filière sucrière, ont reculé globalement de 16,7 %¹ en valeur par rapport à 2007.

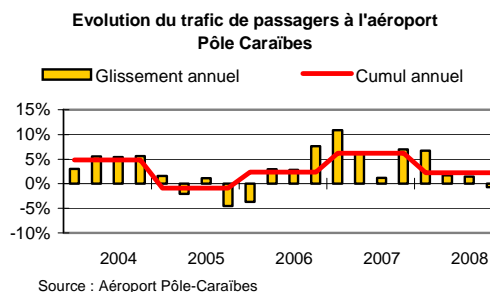
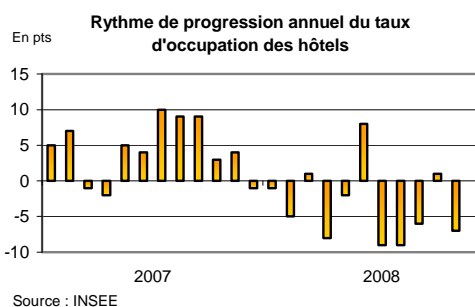


2.4 – Tourisme

Les soldes d'opinions des professionnels du tourisme sont restés orientés à la baisse au cours de l'année ; ils déplorent une diminution de la fréquentation de l'île (la clientèle métropolitaine privilégiant d'autres destinations comme les pays de la Caraïbe ou l'Amérique du Nord compte tenu du cours du change favorable en zone dollar). L'activité hôtelière du département a ainsi fortement ralenti, avec des taux d'occupation moyens en retrait par rapport à l'année 2007 de 8 pts en avril, 9 pts durant l'été et 7 pts au mois de novembre.

Le trafic passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes progresse de 2,5 % en 2008, après 6,2 % en 2007 et 2 % en 2006, atteignant 1 910 433 personnes, avec une baisse de 16,5 % au dernier trimestre. Le nombre de touristes de croisière affiche pour sa part une augmentation annuelle de 25 %.

Les résultats du trafic aéroportuaire du mois de décembre, correspondant au début de la haute saison touristique, ont enregistré un recul de 5,5 % comparé à décembre 2007. Cette contraction a résulté d'une baisse du trafic au niveau régional (-10 % avec la Martinique et la Guyane) et avec la métropole (-4 %).



En fin d'année, les professionnels du secteur sont restés inquiets de l'alourdissement de leurs charges face à une éventuelle baisse des exonérations des charges patronales prévue par la nouvelle loi programme. En janvier 2009, les trois principales compagnies aériennes desservant la Guadeloupe ont signé des chartes d'engagement volontaire pour une durée de 3 ans, portant notamment sur la mise en place d'un quota de 15 % de sièges au tarif le plus bas, entre juin et septembre 2009.

2.5 – Services

Après avoir connu cinq trimestres consécutifs de hausse d'activité depuis mi-2007, les chefs d'entreprise du secteur des services font état d'une baisse de leur volume d'affaires au 4^{ème} trimestre 2008, en accord avec les anticipations du trimestre précédent. Cette détérioration de l'activité s'accompagne d'une diminution conséquente du prix de vente, d'une contraction des effectifs et d'une dégradation des délais de paiement. Les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2009 vont dans le sens du renforcement de cette tendance.

¹ En données brutes.

**Annexes
statistiques**

Note Méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Sommaire

L'évolution de la conjoncture	3
Vue d'ensemble.....	15
1. Les entreprises.....	16
1.1 L'offre de biens et services par secteur.....	16
1.1.1 Agriculture, élevage et pêche.....	16
1.1.2 Industrie agro-alimentaire.....	17
1.1.3 Autres industries.....	19
1.1.4 Bâtiment et travaux publics.....	20
1.1.5 Le commerce.....	22
1.1.6 Hôtellerie - Tourisme.....	23
1.1.7 Services aux entreprises.....	24
1.2 L'investissement des entreprises.....	25
1.3 Les conditions de financement des entreprises.....	25
1.4 La vulnérabilité des entreprises.....	25
2. Les ménages.....	27
2.1 La consommation des ménages.....	27
2.2 L'investissement des ménages.....	27
2.3 La vulnérabilité des ménages.....	28
3. Indicateurs macro-économiques.....	29

L'évolution de la conjoncture

Vue d'ensemble

1. Les entreprises

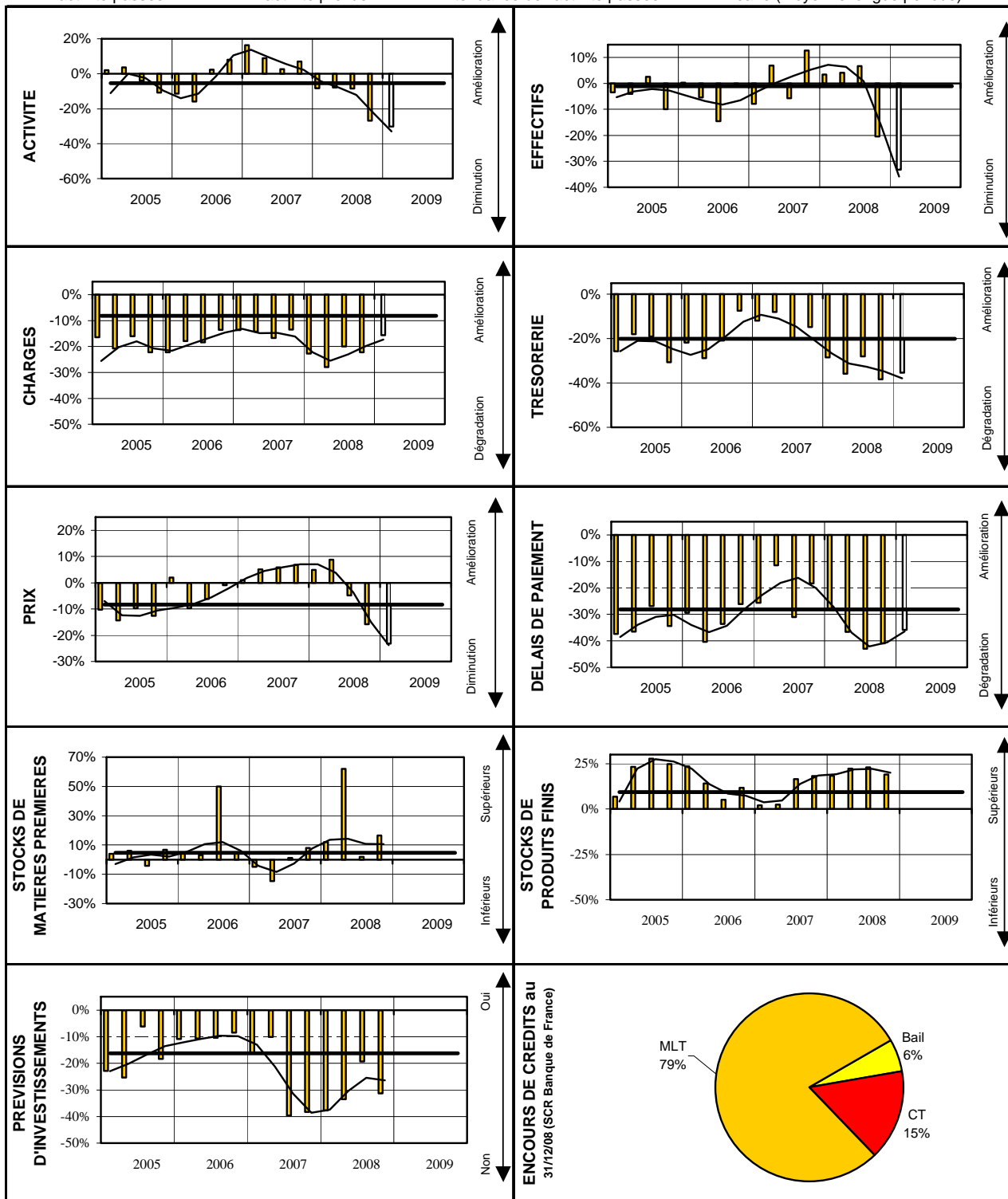
2. Les ménages

3. Indicateurs macro-économiques

Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2008 ¹

■ activité passée
 activité prévue
 — tendance de l'activité passée
 — Linéaire (Moyenne longue période)

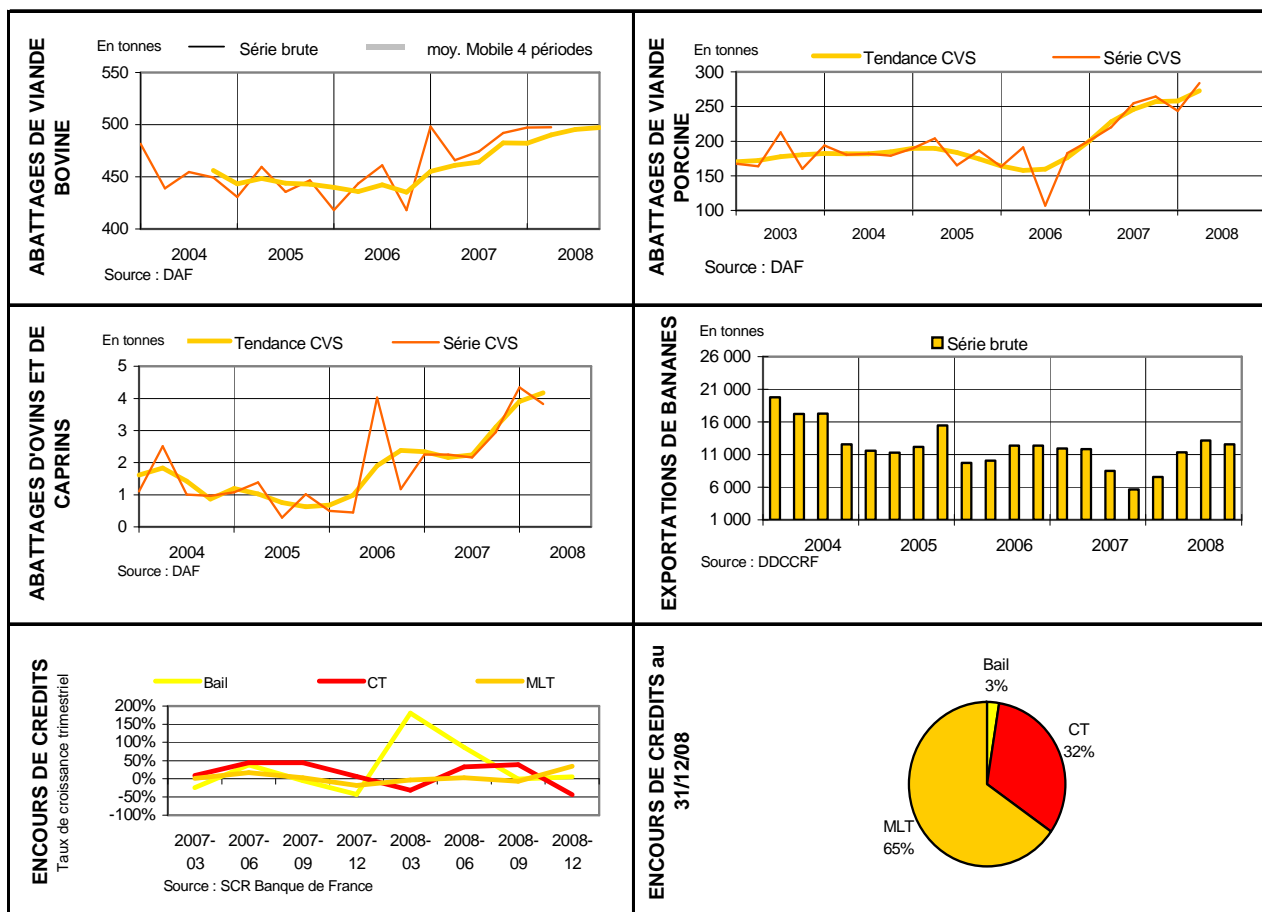


¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1. Les entreprises

1.1 L'offre de biens et services par secteur

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche

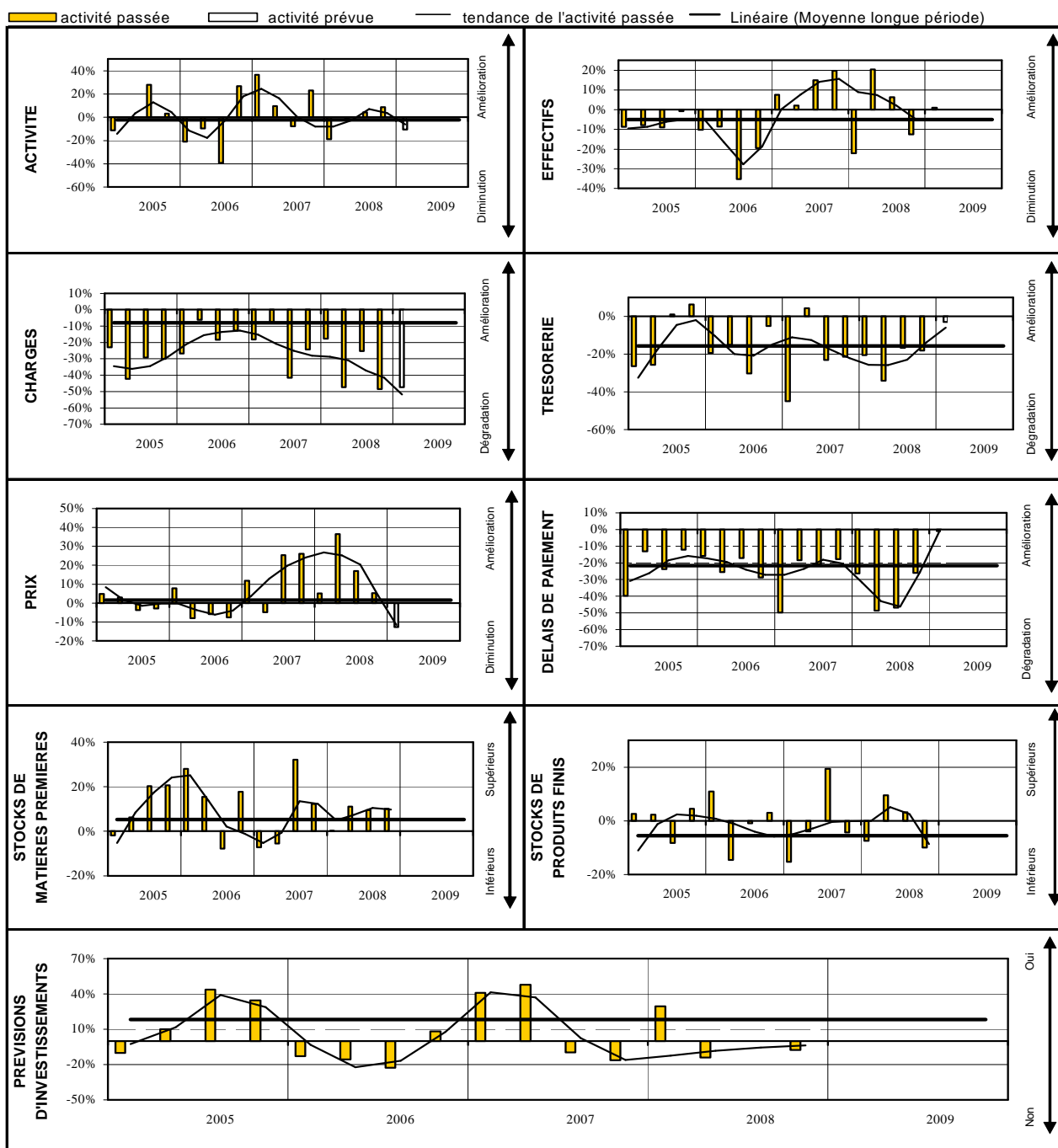


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	? 08/? 07
Abattages de viande bovine (en tonnes)	449	447	418	492	497	498	-	-	ND	995	-
Abattages de viande porcine (en tonnes)	242	253	250	364	202	254	-	-	ND	456	-
Abattages d'ovins et caprins (en tonnes)	1	1	1	3	4	4	-	-	ND	8	-
<i>Source : DAF</i>											
Exportations de bananes (en tonnes)	12 597	15 436	12 376	5 666	7 541	11 351	13 123	12 556	-4,3%	44 570	17,6%
<i>Source : DDCCRF</i>											

1.1.2 Industries agroalimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Agroalimentaire » au 31 décembre 2008

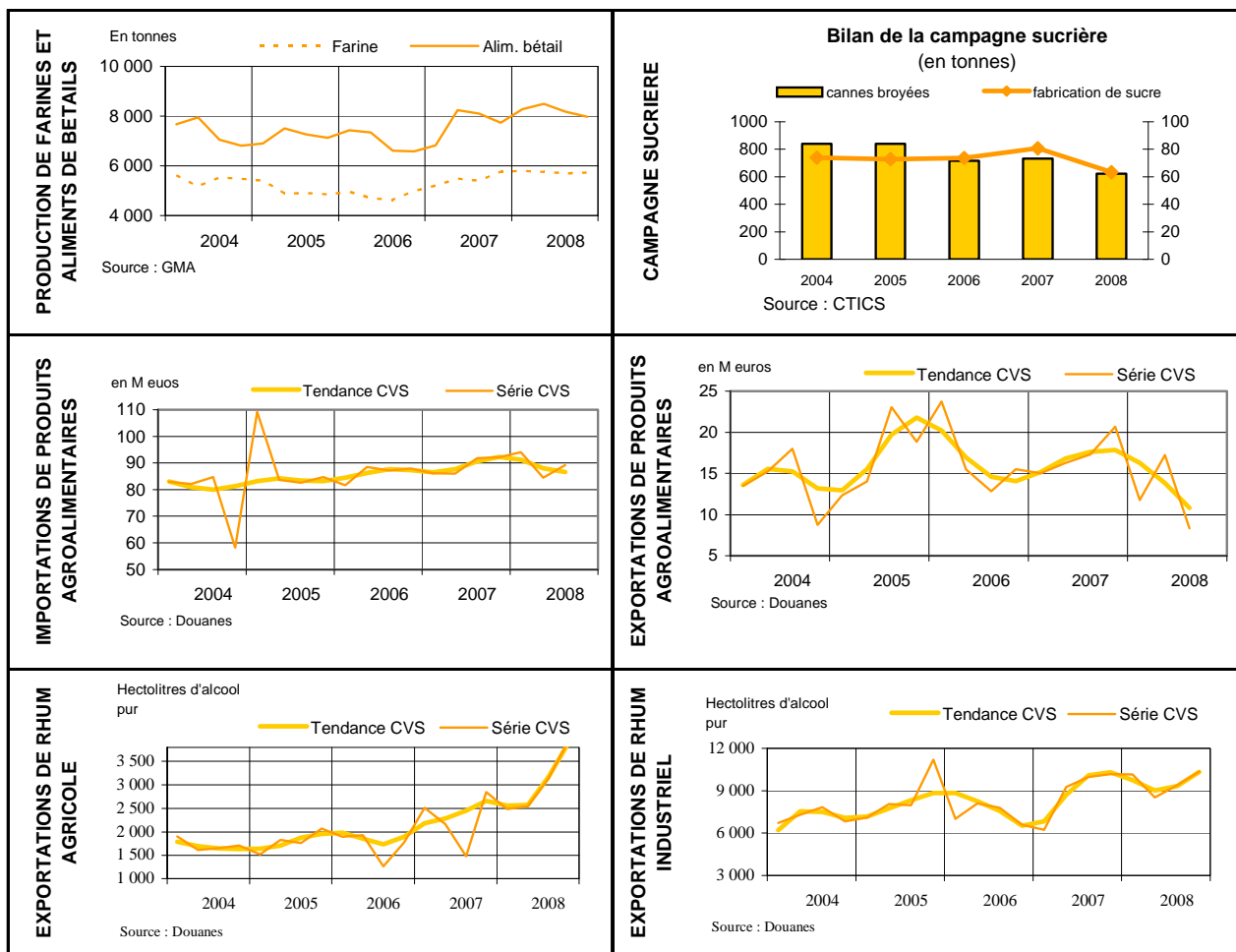


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	?08/?07
Production de farines (Milliers de tonnes)	5 471	4 857	4 983	5 750	5 796	5 756	5 692	5 736	0,8%	22 980	5,2%
Production d'aliments de bétail (Milliers de tonnes)	6 807	7 126	6 588	7 733	8 281	8 496	8 181	7 978	-2,5%	32 936	6,7%

Source : Grands Moulins des Antilles

Conjoncture économique

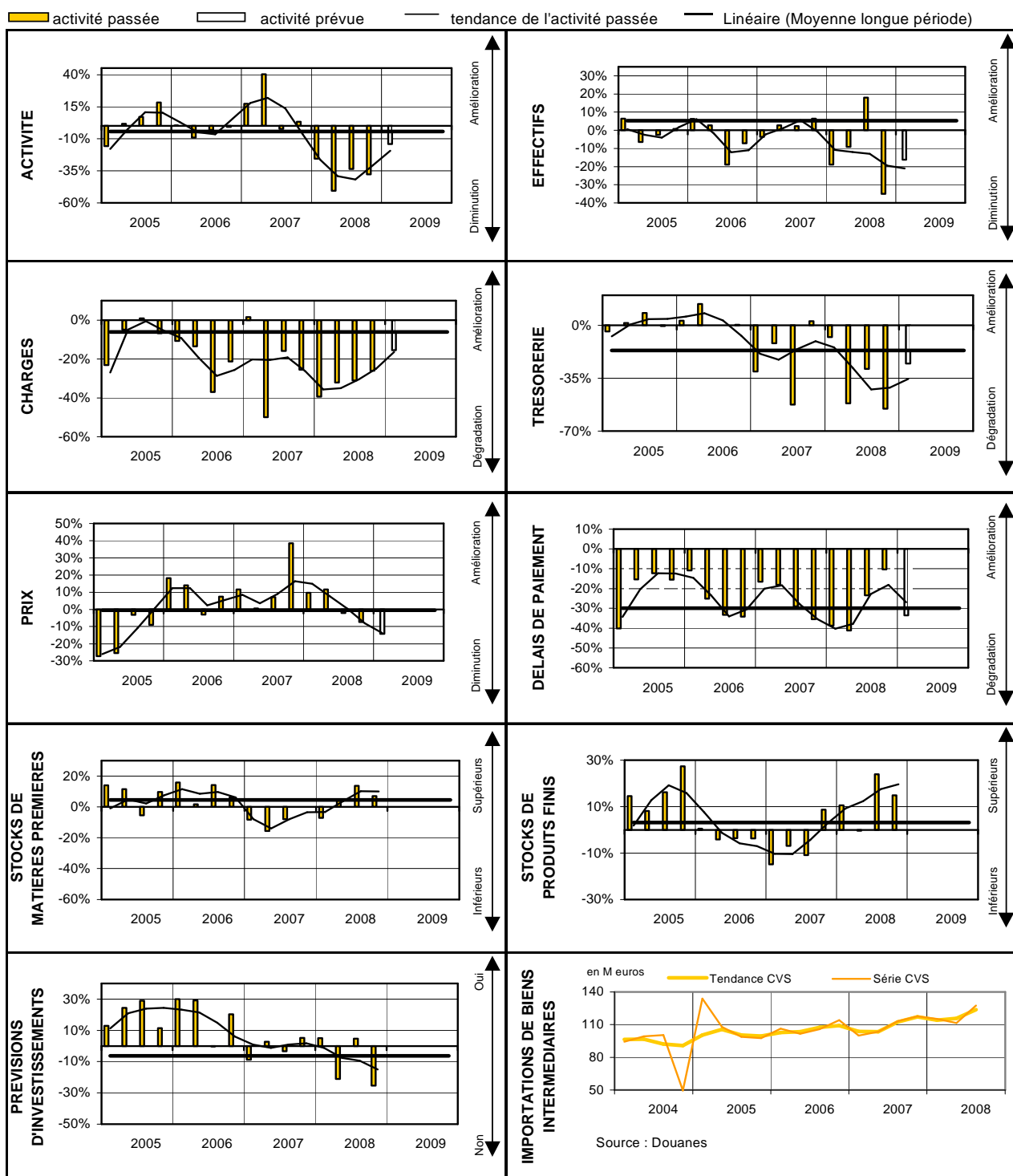


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	2004		2005		2006		2007		2008		?08/?07
Cannes manipulées (Milliers de tonnes)	841,6		841,1		716,9		732,5		622,2		-15,1%
Production de sucre (Milliers de tonnes)	74,0		72,8		73,7		80,8		63,5		-21,5%
Rendement industriel (en %)	8,8%		8,7%		10,3%		11,0%		10,2%		-0,8
<i>Source : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum</i>											
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	?08/?07
Importations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	61	90	94	97	94	79	89	93	4,3%	355	37,6%
Exportations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	4	8	7	6	6	33	9	8	-15,8%	56	-16,7%
Exportations de rhum agricole (Hectolitres d'Alcool Pur)	1 267	1 641	1 472	2 457	2 394	3 710	2 206	3 478	58%	11 788	29,6%
Exportations de rhum industriel (HAP)	3 410	7 906	3 410	7 056	11 577	11 790	7 890	7 200	-8,7%	38 457	7,5%
<i>Source : Douanes</i>											

1.1.3 Autres Industries¹

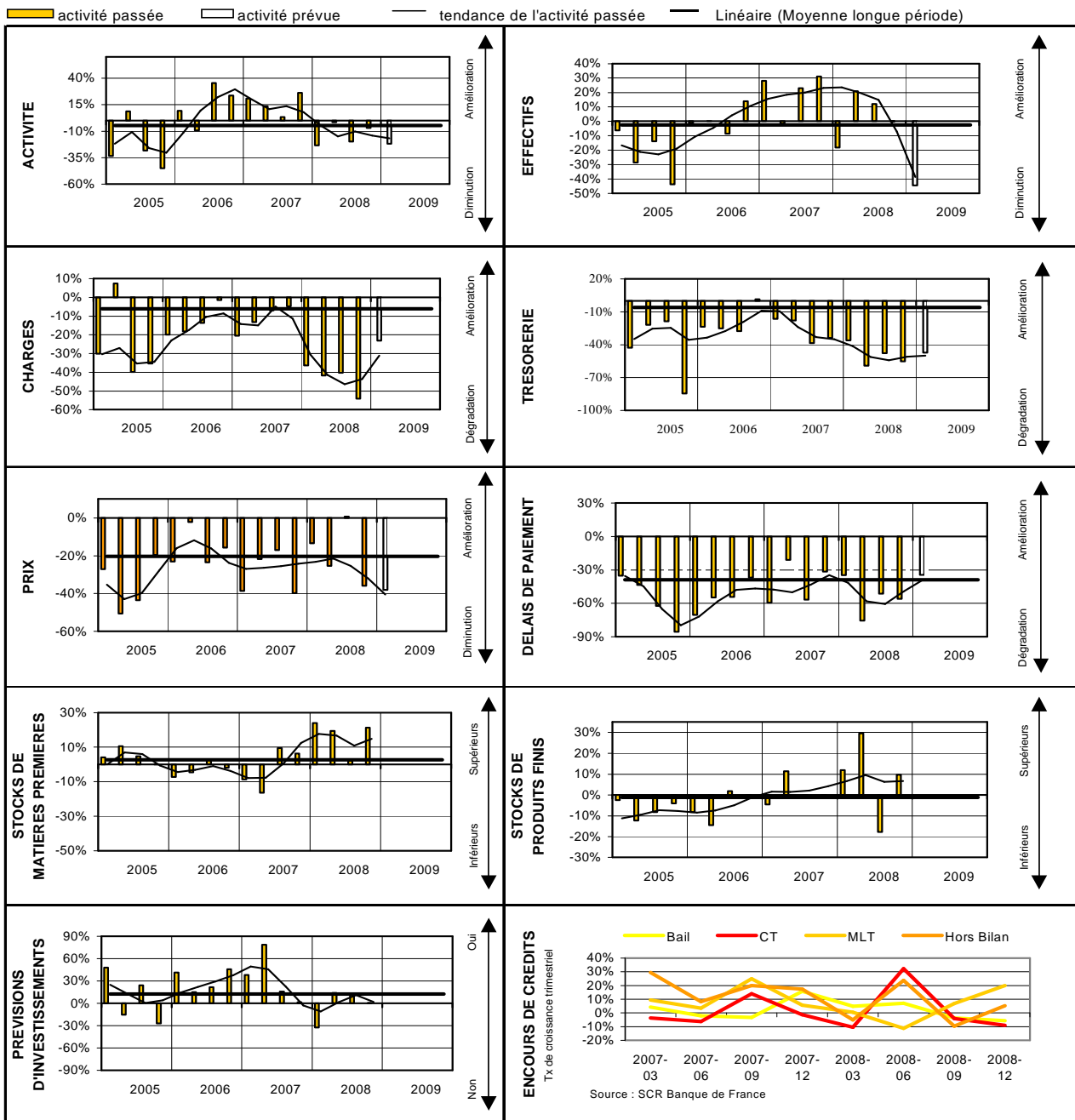
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Autres Industries » au 31 décembre 2008



¹ Industries mécaniques, imprimeries, fabrication de menuiseries métalliques etc...

1.1.4 Bâtiment et Travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur " Bâtiment et Travaux Publics " au 31 décembre 2008

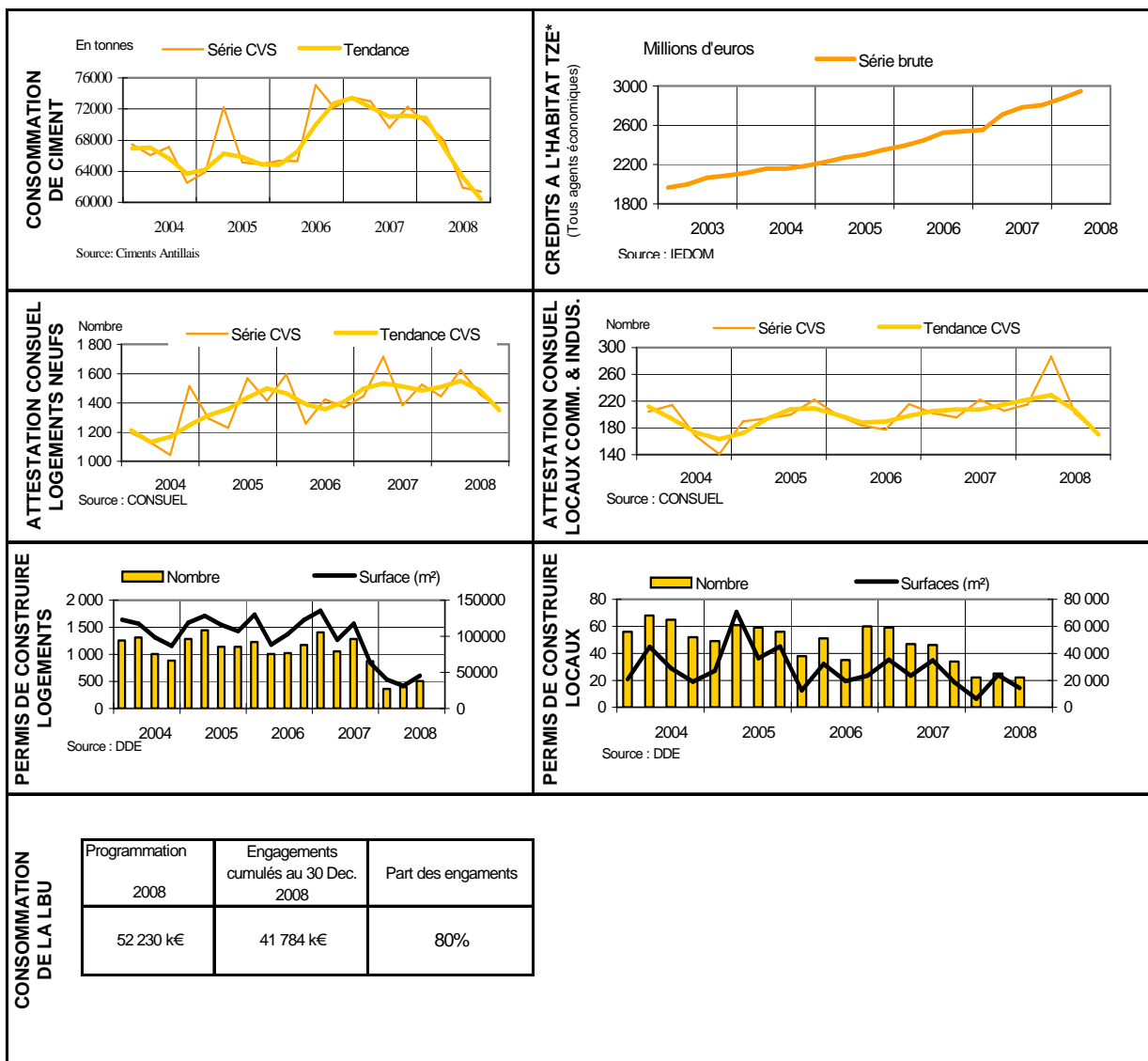


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	? 08/? 07
Consommation de ciment (tonnes) <i>Source : Lafarges ciments antillais</i>	61 026	63 590	71 251	71 751	67 937	70 541	62 009	61 153	-1,4%	261 639	-9,3%
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Crédits à l'habitat TZE* attribués aux ménages, aux entreprises, aux collectivités locales (millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	1 998	2 156	2 272	2 447	2 709	2 784	2 806	2 869	2 947	2,7%	8,8%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

Conjoncture économique



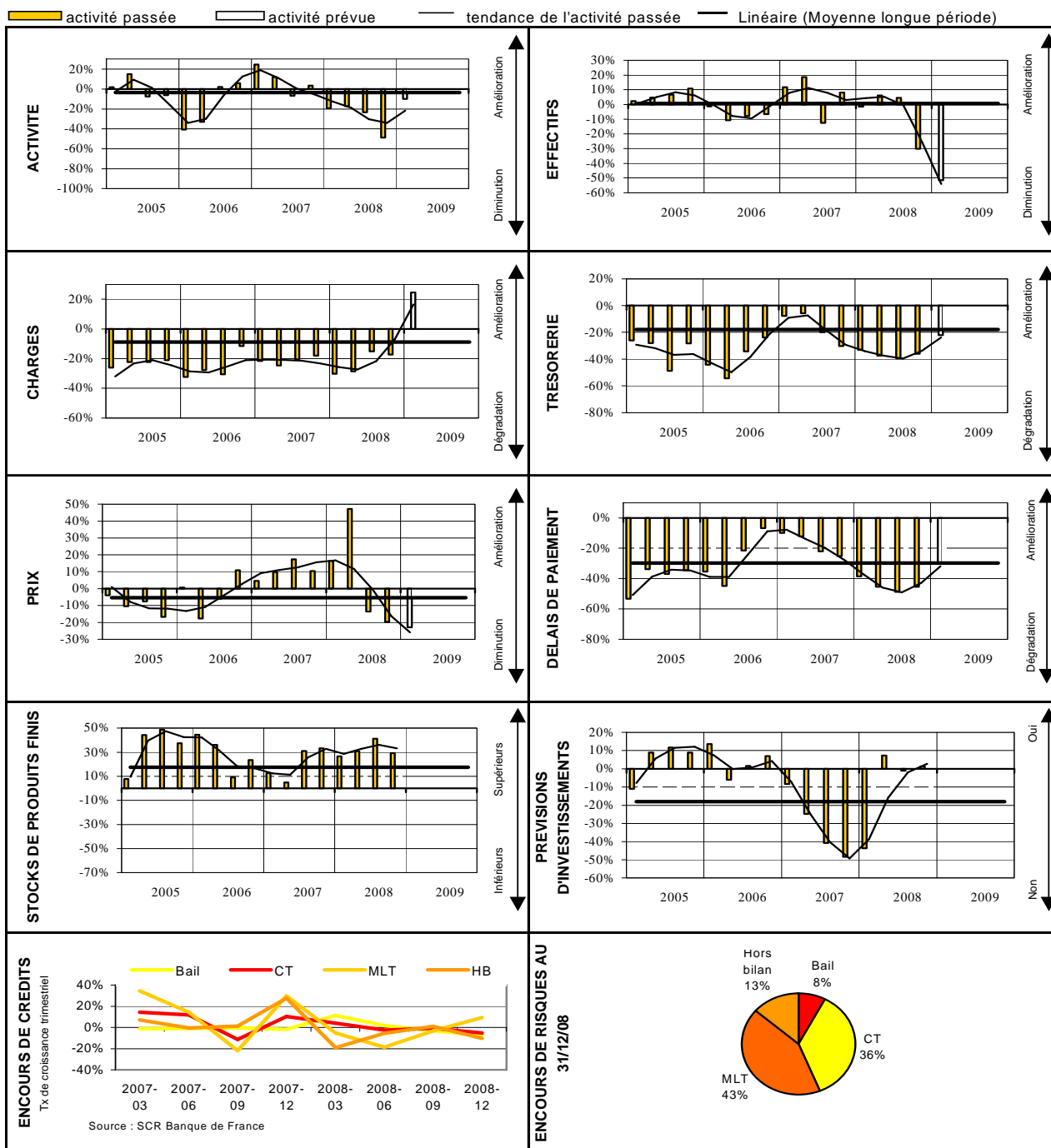
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	? 08/? 07
Attestation sur logements neufs (nombre)	1 542	1 441	1 388	1 525	1 391	1 755	1 388	1 349	-2,8%	5 883	-3,0%
Attestations sur locaux neufs (nombre)	184	269	267	261	198	274	175	229	30,9%	876	5,9%
<i>Source : Consuel</i>											
Permis de construire logements (nombre)	880	1 139	1 168	872	361	392	506	-	ND	1 259	-66,4%
Permis de construire locaux (nombre)	52	56	60	34	22	25	22	-	ND	69	-54,6%
<i>Source : DDE</i>											
	déc 03	déc 04	déc 05	déc 06	déc 07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	012-08/09-08	012-08/012-07
Consommation de la LBU (%)	ND	ND	113,3%	118,1%	100,0%	0%	12%	38,9%	80,0%	41,1	-20,0
<i>Source : DDE</i>											

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.1.5 Le commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Commerce » au 31 décembre 2008



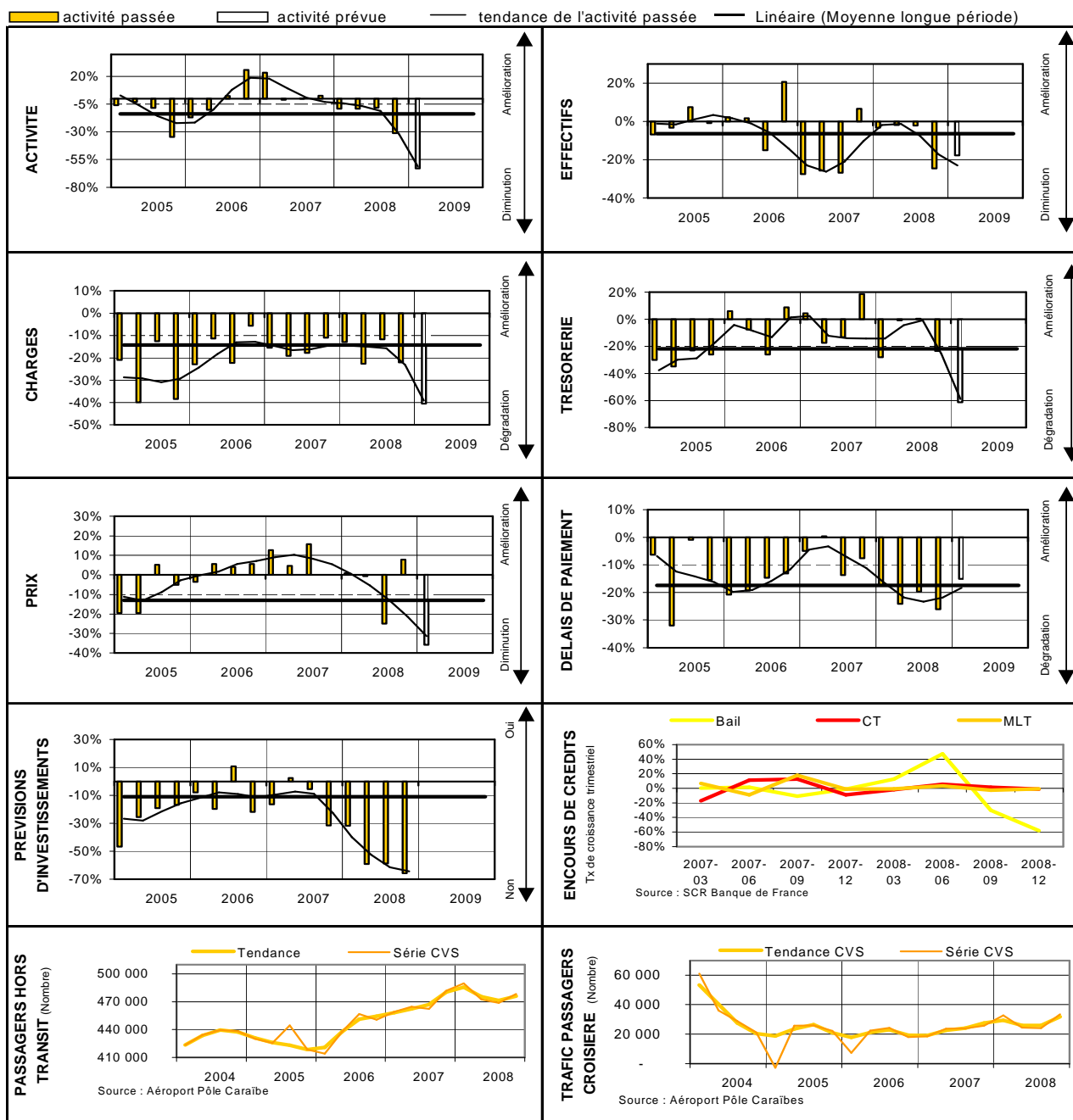
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	? 08/? 07
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre)	3 388	3 383	2 822	3 326	4 434	3 698	2 862	3 403	18,9%	14 397	-7,6%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre)	693	826	682	754	821	1 002	806	930	15,4%	3 559	2,0%

Source : Préfecture

1.1.6 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Hôtellerie et Tourisme » au 31 décembre 2008



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

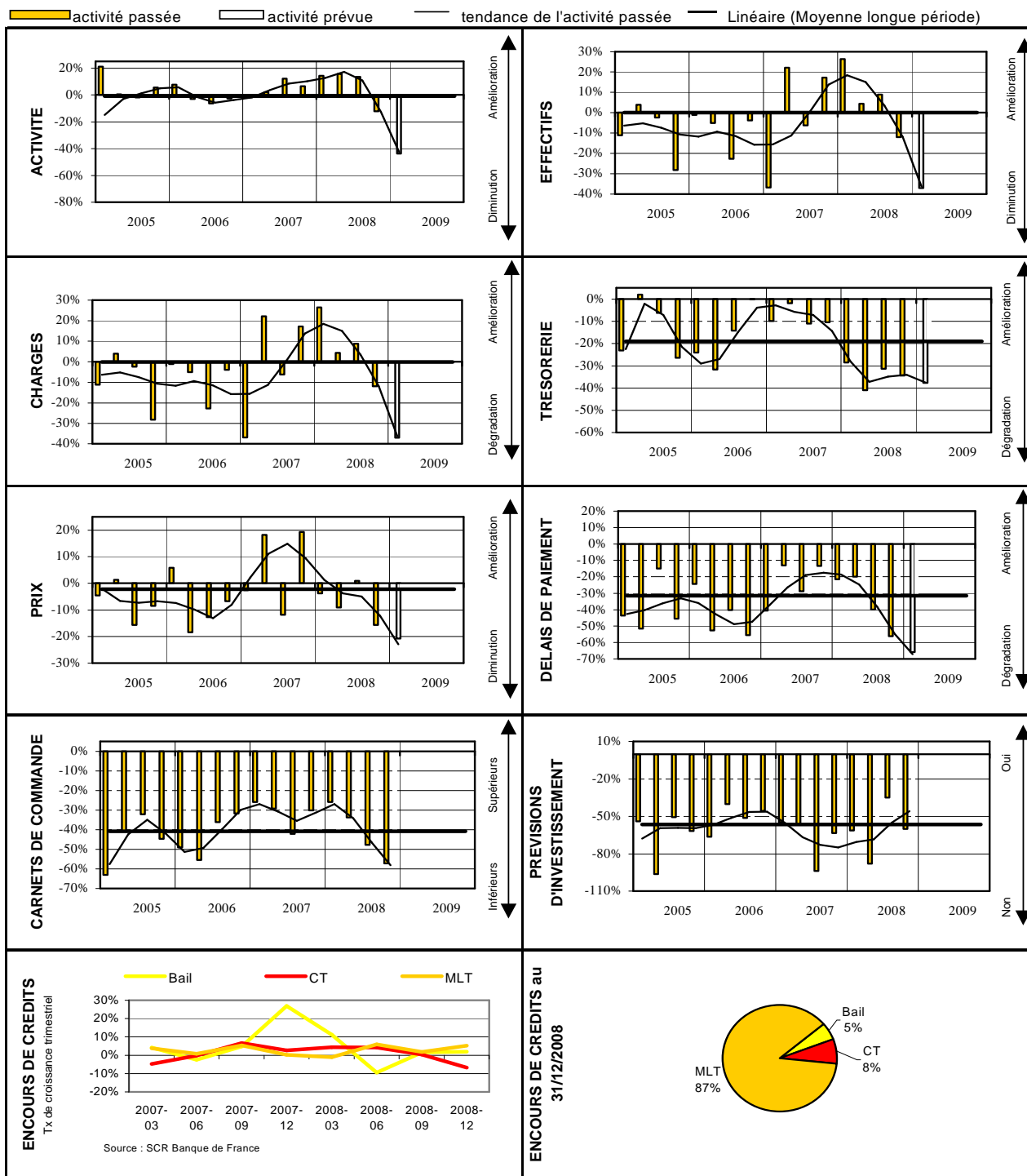
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	? 08/? 07
Trafic passagers hors transit (Nombre)	379 641	361 717	389 222	417 228	549 851	447 824	497 288	415 470	-16,5%	1 910 433	2,5%
Trafic passagers de croisière (Nombre)*	20 120	20 386	14 998	22 094	72 819	12 221	0	29 760	NS	114 800	25,0%

Source : Aéroport Pôle Caraïbes

* La saison des croisières débute au mois d'octobre de l'année N-1 et se termine au mois d'avril de l'année suivante.

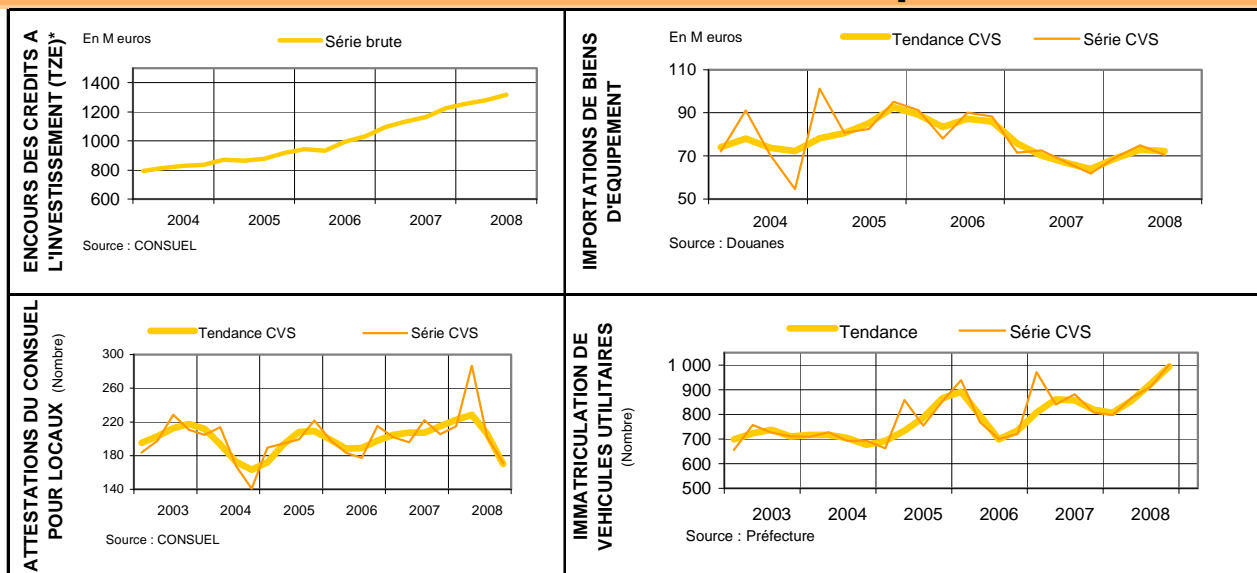
1.1.7 Services aux entreprises

Soldes d'opinions bruts des dirigeants d'entreprises du secteur des « Services aux entreprises »¹ au 31 décembre 2008



¹ La courbe des réalisations retranscrit des soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigée des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1.2 L'investissement des entreprises

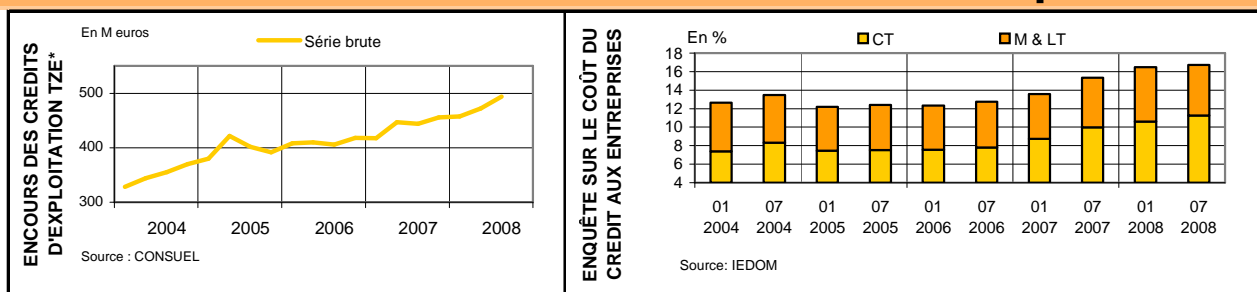


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Encours de crédits à l'investissement TZE* (Millions €) <i>Source : IEDOM</i>	784	829	878	995	1 164	1 225	1 255	1 279	1318	3,0%	13,3%
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	708/707
Importations de biens d'équipement (Millions €) : données provisoires <i>Source : Douanes</i>	66	117	89	78	71	62	64	ND	ND	197	2,1%
Attestations sur locaux neufs (Nombre) <i>Source : Consuel</i>	184	269	267	261	198	274	175	229	30,9%	876	5,9%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre) <i>Source : Préfecture</i>	693	826	682	754	821	1 002	806	930	15,4%	3 559	2,0%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.3 Les conditions de financement des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Encours des crédits d'exploitation TZE* (Millions €) <i>Source : IEDOM</i>	292	355	402	406	444	456	457	473	494	4,6%	11,2%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.4 La vulnérabilité des entreprises



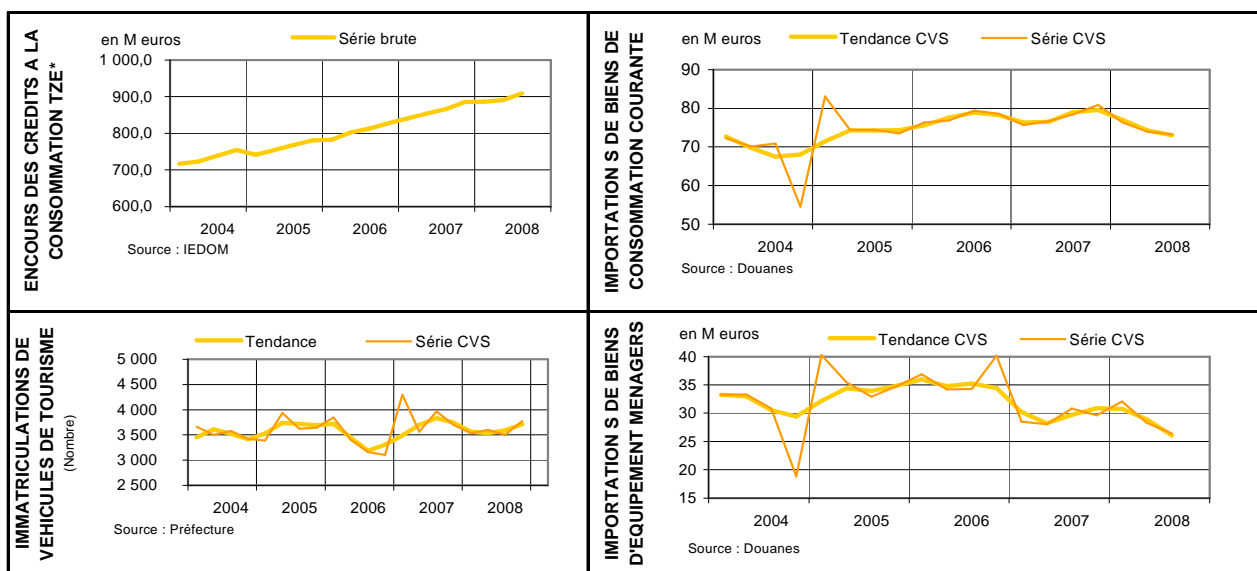
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Taux de créances douteuses nettes (%) TZE*	ND	5,4%	5,2%	5,3%	4,3%	4,7%	4,7%	4,2%	4,1%	-0,1	-0,2
Incidents de paiement sur effet (en nombre)	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	?08/?07
Radiations d'entreprises (Nombre)	421	498	470	424	460	447	792	844	6,6%	2543	42,8%
Personnes morales en interdit bancaire (Nombre)	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
	2 490	2 529	2 596	2 653	2 776	2 733	2 776	2 940	2 960	0,7%	8,8%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2. Les ménages

2.1 La consommation des ménages

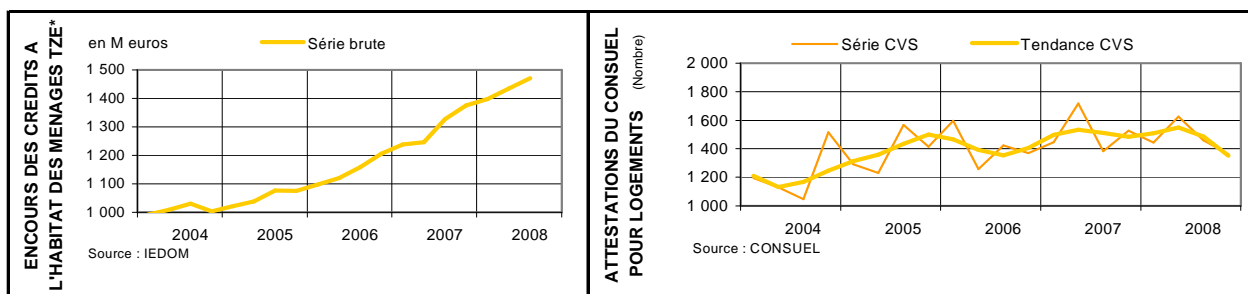


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08-06-08	09-08-09-07
Encours de crédits à la consommation TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	711	739	768	813	867	885	886	891	909	2,0%	4,9%
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	708/707
Importations de biens de consommation (Millions d'euros) Données provisoires <i>Source : Douanes</i>	66	97	81	81	74	77	74	ND	ND	225	-2,6%
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre) <i>Source : Préfecture</i>	3 388	3 383	2 822	3 326	4 434	3 698	2 862	3 403	18,9%	14 397	-7,6%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2.2 L'investissement des ménages

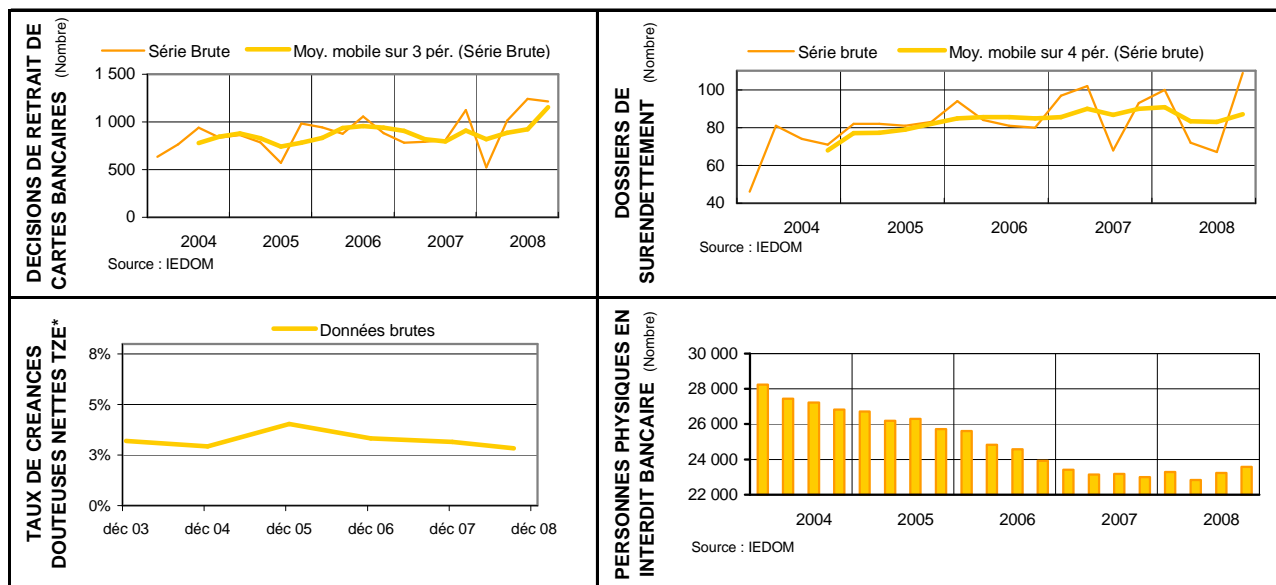


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Encours de crédits à l'habitat TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	967	1031	1076	1158	1327	1375	1397	1435	1470	2,5%	10,8%
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	012-08/012-07
Attestation sur logements neufs (nombre) <i>Source : Consuel</i>	1542	1441	1388	1525	1391	1755	1388	1349	-2,8%	5883	-3,0%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2.3 La vulnérabilité des ménages

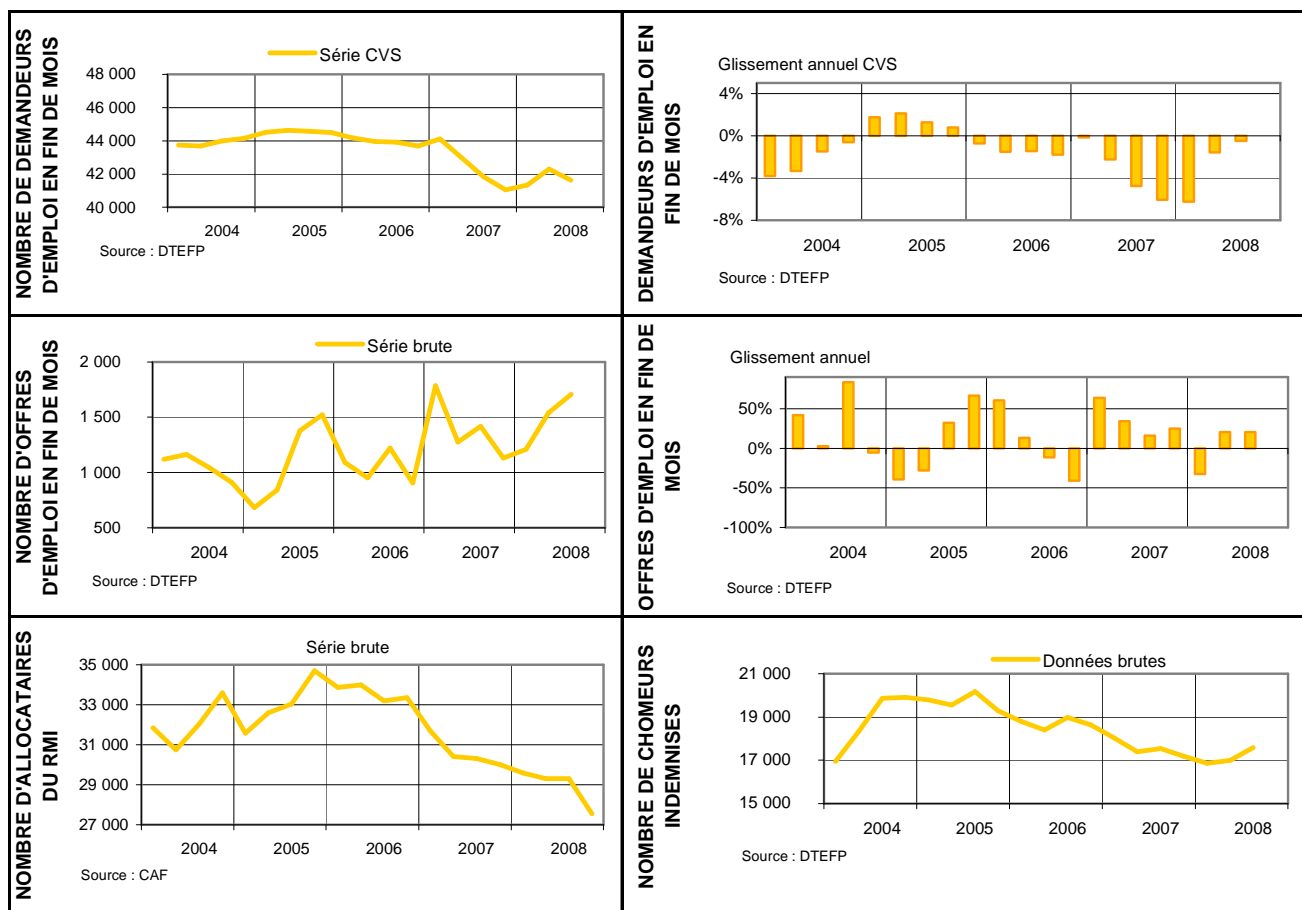


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	09-08/06-08	09-08/09-07
Taux de créances douteuses nettes TZE* (%) <i>Source : IEDOM</i>	ND	2,6%	2,7%	3,7%	3,4%	3,2%	3,0%	3,1%	2,8%	-0,2	-0,6
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	?08/?07
Dossiers reçus à la commission de surendettement (Nombre)	71	83	80	93	100	72	67	109	62,7%	348	-3,3%
Décisions de retrait de cartes bancaires (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	836	986	883	1124	523	1014	1240	1216	-1,9%	3 993	13,8%
	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Personnes physiques en interdit bancaire (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	27 532	26 826	25 725	23 915	22 846	23 282	22 846	23 241	23 573	1,4%	2,6%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

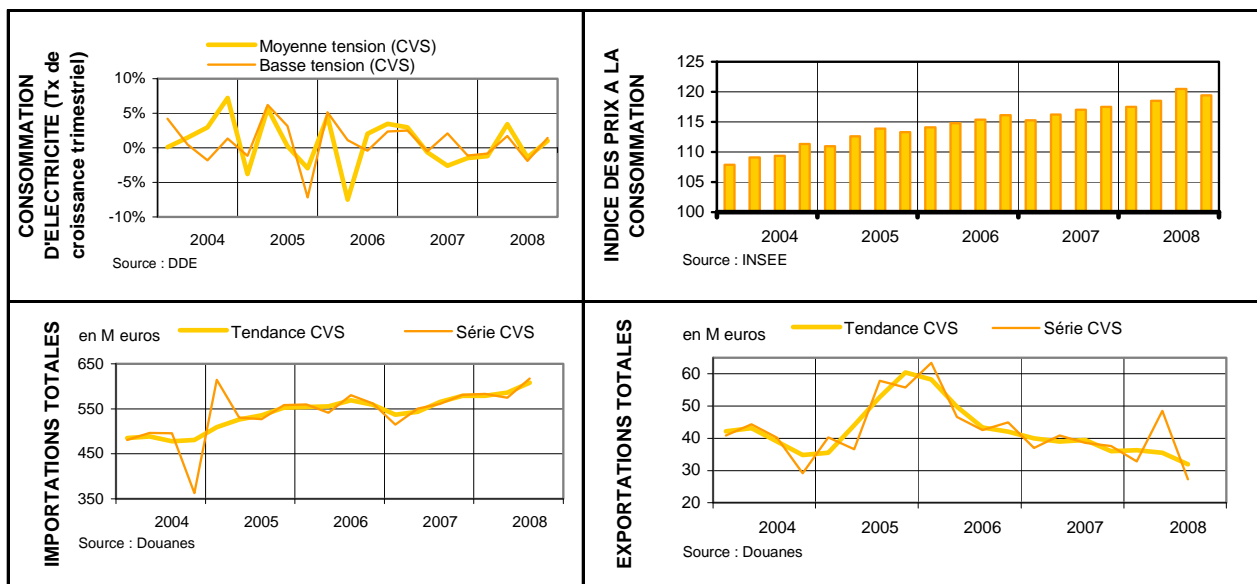
3. Les indicateurs macro-économiques



DONNEES CHIFFREES

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Demandeurs d'emploi en fin de mois en données CVS (Nombre)	44 430	44 150	44 490	43 700	41 050	41 340	42 290	41 620	0	ND	ND
Offres d'emploi en fin de mois en données brutes (Nombre)	964	913	1 522	905	1 130	1 209	1 539	1 709	0	ND	ND
Nombre de chômeurs indemnisés en données brutes	20 388	19 912	19 289	18 639	17 192	16 865	16 984	17 585	0	ND	ND
<i>Source : DTEFP</i>											
Nombre d'allocataires du RMI en données brutes	31 264	33 604	34 693	33 358	30 002	29 594	29 307	29 299	27 535	-6,0%	-8,2%
<i>Source: CAF</i>											

Conjoncture économique



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	Cumul 08	?08/?07
Consommation d'électricité moyenne tension (GWh)	107	106	108	106	104	123	111	108	-2,5%	445	-1,8%
Consommation d'électricité basse tension (GWh)	275	276	299	308	282	315	310	309	-0,5%	1 216	-0,1%
Consommation totale d'électricité (GWh)	383	382	407	414	386	437	421	417	-1,1%	1 660	-0,7%
<i>Source : EDF</i>											
Importations totales (M€)	393	609	618	628	577	541	607	ND	ND	1 725	ND
Exportations totales (M€)	22	42	35	30	27	65	34	ND	ND	126	ND
<i>Données provisoires; Source : Douanes</i>											
	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Indice des prix à la consommation	108,3	111,3	113,3	116,1	117,5	117,5	118,5	120,5	119,4	-0,9%	1,6%
<i>Source : INSEE</i>											

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER

Yasmina FOY

Aurélien Guingand

Luc LE CABELLEC

Pascal RICHER

IEDOM
Parc d'activité la providence – ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes
Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25
Site Internet de l'iedom : www.iedom.fr

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La Providence-ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC
Editeur : IEDOM
Achevée d'imprimé mars 2009
Dépôt légal : Mars 2009 - n° ISSN : 0296 – 3116